

ECHO

Flash

Journal d'Information des
Militants CGT de l'Allier



9 AVRIL 2015
A PARIS





LE 9 AVRIL NOUS EN ÉTIONS !!!

- Une : Photo (propriété UD)
- P2 : Editorial
- P3 : Brèves Luttés
- P4 et 5 : Reportage photos propriété UD et Didier Ciancia
- P6 : Le FN démystifié
- P7 : Interview
- P8 : Pub

De nombreux camarades de notre département ont fait le déplacement soit en train, soit en covoiturage, afin de participer au rassemblement national. Cette manifestation nous a fait chaud au cœur, car nous étions nombreux à battre le pavé. Ce jour là, ce sont des centaines de milliers de salariés qui ont exprimé leur ras le bol d'être sacrifiés sur l'autel des politiques d'austérité.

Dans l'immense cortège parisien de 120 000 manifestants, comme dans les nombreux autres cortèges organisés sur l'ensemble du territoire national qui ont rassemblé 180 000 salariés, le 9 avril, tous ensemble, nous avons décidé de manifester d'une même voix.

Ils ont utilisé le 49.3 pour faire passer la loi MACRON, nous avons utilisé le 9.04 pour dire aux politiques qui nous gouvernent « ça suffit ! ».

La loi santé, la loi libérale MACRON, le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, ainsi que plusieurs décisions du gouvernement et du patronat, aggravent de jour en jour la situation des salariés, des retraités et des privés d'emploi.

Depuis plusieurs semaines de nombreux conflits se multiplient dans les entreprises, notamment à l'occasion des NAO, la détermination des salariés est d'autant plus forte à faire aboutir leurs revendications, qu'elle est renforcée par les annonces de résultats et dividendes versés aux actionnaires.

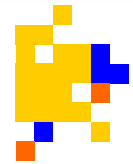
Le mécontentement gronde, les salariés se rendent compte qu'ils ne peuvent rien attendre d'un gouvernement, soi-disant de gauche, et qui malgré une défaite cuisante lors des élections départementales, continue de mener sa politique d'austérité, comme s'il ne s'était rien passé. Notre organisation ne peut donc compter que sur elle-même pour satisfaire les revendications des salariés.

C'est dans un esprit combatif, dans les suites de cette journée d'action réussie, que nous devons poursuivre les luttes dans nos territoires, car il est grand temps que le gouvernement cesse de faire des cadeaux au patronat et mette en œuvre des politiques au service des salariés.

Tant que ce gouvernement n'écouterà pas la voix des salariés, nous continuerons de nous faire entendre.

Christiane Micaud,
Membre du Bureau de l'UD.

ÇA BOUGE UN MAX !



Avenir de la ligne Intercités Montluçon / Bourges / Paris.

Distribution de 500 tracts aux usagers, les 27, 29 et 30 mars 2015, à l'attention des usagers, par la CGT Cheminots de Montluçon afin d'alerter sur la disparition programmée des trains sans changement de la ligne Montluçon / Paris d'ici 2016.

Prochain Comité de Lignes : Lundi 11 Mai 2015, 18h00, Espace Boris Vian à Montluçon. Venez exprimer vos attentes d'usagers !

Mobilisation des retraités dans l'Allier.

Moulins, le 31 mars 2015, à l'appel de la CGT, la FDSEA, la FSU, la LSR et l'UNRPA, près de 250 retraités ont manifesté leur colère face au blocage de leurs pensions, la baisse continue de leur pouvoir d'achat, du fait de l'augmentation constante des dépenses contraintes et des multiples mesures fiscales qui les touchent. Et ce ne sont pas les dernières annonces gouvernementales qui les rassureront puisqu'il est envisagé, sous couvert d'inflation nulle, de figer le relèvement du niveau des pensions de retraite une année supplémentaire...

Succès à Moulins Mobilité.

Le 27 mars 2015, à l'appel de la CGT, les chauffeurs de Moulins Mobilité entrent dans un conflit dur et sans concession. 32 salariés sur 39 seront en grève et déterminés à faire valoir leurs revendications auprès de leur

direction. Après 10 jours de confrontation et avec la solidarité des camarades de l'interpro conduisant au blocage total du dépôt, un accord de fin de conflit est signé. Les conducteurs obtiennent la revalorisation progressive de l'indemnité de nettoyage (7,50 euros actuellement) s'élèvera, à terme, à 52.50 euros au 1^{er} avril 2016, ainsi que la revalorisation de la prime de vacances de 20 euros à compter de cette année. Le paiement des jours de grève s'étalera sur une durée de 6 mois.

Grève Mairie de Désertines.

Le 2 avril 2015, à l'appel de la CGT, 66% des agents de la commune de Désertines étaient en grève. Une trentaine se sont rassemblés devant la mairie où une délégation a été reçue par des élu(e)s municipaux afin d'exprimer les vives inquiétudes des personnels en matière de baisse continue du pouvoir d'achat et de dégradation constante de leurs conditions de travail.

Déploiement CORA à Vichy.

Le 7 avril dernier, à l'issue de la CE de l'UL de Vichy, un déploiement syndicalisation était organisé auprès des salarié(e)s du commerce de la zone CORA. 300 tracts dénonçant la loi « Macron » et appelant à la mobilisation pour la journée d'action du 9 avril ont été distribués. Les échanges entre militants CGT et salariés ont abouti à la syndicalisation immédiate de 2 d'entre eux. Preuve en est que nos déploiements répondent à une attente.

Des succès électoraux

DP / CE chez ASTEEL à Domérat.

Résultats du scrutin du 19 mars 2015 des délégués du personnel au 1^{er} collège : 1 siège à pourvoir en titulaire, la candidate CGT est élue avec 13 voix sur 19 votants. En suppléant, faute d'avoir pu présenter une candidature CGT, le siège est attribué par défaut à la candidate présentée par FO. Au 2^{ème} collège, un siège en titulaire est à pourvoir. La candidate CGT obtient 100% des suffrages (8 voix sur 8 votants) et est donc élue. Ce sera le même résultat pour le siège de suppléant.

Au scrutin du Comité d'Entreprise, au 1^{er} collège, la candidate CGT titulaire est également élue, l'autre siège étant laissé à FO. En suppléant, faute de candidature CGT, 1 siège seulement sera pourvu par FO. Au 2^{ème} collège, en titulaire et suppléant, le siège revient à la CGT avec 100 % des suffrages.

DP chez INTERMARCHE (Av. J. Guesde) à Montluçon

1er tour de scrutin le 24 mars 2015. La CGT présente, au 1^{er} collège, une candidature en titulaire et une en suppléant. La CGT gagne le siège à pourvoir en suppléant avec 19 voix pour 21 votants. Un second tour, en date du 07 avril 2015, sera nécessaire pour l'élection d'un titulaire. C'est la candidate CGT qui l'emporte avec 13 voix pour 23 votants.

Au 2^{ème} collège, carence de candidature donc pas d'élection DP dans ce collège.

Gisèle Bascoulergue.

9 avril à Paris

L'ALLIER EN FORCE



Pas triste
La lutte !



Sous le soleil parisien...



Comme une lettre à la Poste

Un air de 95

Les Bourbonnais à Paris

Bilan du 9 avril

- 300 000 dans toute la France
- 120 000 à Paris
- 400 Bourbonnais dans la capital...



So... So... So... Solidarité

Plein le dos
de la loi Macron



F.RAUDE FISCALE ET N.EGATIONNISME

Face à la recrudescence des suffrages exprimés par les salariés en faveur de l'extrême droite lors des dernières élections notamment Européennes et départementales, l'Union Départementale, lors de sa dernière réunion de direction, a décidé de lancer une campagne visant à éclairer les salariés sur les thèses dangereuses soutenues par le FN.

L'extrême-droite est aux antipodes des intérêts des salariés.

Pour nous, militants CGT, l'enjeu va consister à être auprès des salariés dans toutes les entreprises et tous les secteurs d'activités sans oublier les retraités et privés d'emploi afin d'échanger avec eux. Nous devons expliquer et convaincre tous ceux qui seraient tentés par le vote F.N, que son programme repose uniquement sur une imposture sociale. Nous devons dénoncer la banalisation de ce parti, engagée depuis quelques années avec l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, bénéficiant de l'aide de certains médias.

Les revendications du F.N et son idéologie ne sont constituées que de clichés autour desquels il brode un discours « populiste » composé de ce que les gens veulent entendre.

Nous devons reprendre point par point ce discours en montrant qu'il n'y a rien de nouveau et que le FN avance masqué.

Le programme du FN et les idées d'extrême-droite sont opposés aux intérêts des salariés.

Le FN reste un parti nationaliste, xénophobe, sexiste et raciste. Il agit de concert avec la nébuleuse de l'extrême-droite française actuellement à l'offensive (manifestations réactionnaires et homophobes, en

passant par les violences racistes de groupuscules).

Pour le FN, l'antagonisme capital/travail n'existe pas. Son but est même de protéger le capitalisme en optant pour la financiarisation de l'économie.

Les valeurs de la CGT et celles de l'extrême droite sont incompatibles.

Marine Le Pen se dit la candidate des classes populaires, notamment des ouvriers. De belles paroles contredites dans les faits par l'attitude du FN et de ses élus : le FN refuse de soutenir des ouvriers en lutte pour leur emploi, plaide pour une réforme néolibérale des retraites et refuse toute augmentation du Smic. Ses leaders préfèrent, comme Sarkozy, s'en prendre aux syndicats en les stigmatisant et en les accusant de tous les maux de la société.

Le FN est contre les syndicats et est pour les patrons. Marine Le Pen s'est toujours abstenue de soutenir les différents mouvements de grève ou les manifestations ouvrières. Pire, elle les a parfois combattus. Tout le monde se souvient des déclarations de Marine Le Pen lors du mouvement contre la réforme des retraites en 2010 : « ensemble, gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos ». « La

tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers ». Sans oublier les propos de Bruno Gollnisch le 4 novembre 2010, qui considère que « le sabotage de l'économie française caractérise l'action des dirigeants de la CGT. Ces blocages frappent avant tout les salariés qui se rendent à leur travail, les entreprises, et menacent l'emploi. La CGT doit être rendue pénalement responsable, ses dirigeants doivent en répondre », proposait-il le 4 novembre 2010.

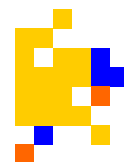
Nous devons lutter contre l'exploitation par le FN des peurs et de la précarité sociale. En présentant, notamment, l'immigré comme le responsable de tous les maux, le Front National détourne l'attention des véritables causes de l'exploitation dont les salariés, quelle que soit leur origine, sont victimes.

La famille Le Pen est une famille de nantis qui fait prospérer la marque « F.N ». Marine Le Pen est l'héritière de son père milliardaire rattrapé par les affaires dans la dernière période, plus seulement sur ces propos scandaleux de négationniste, mais aussi pour les comptes planqués en Suisse.

Contre les discours démagogiques et opportunistes, contre les droits des femmes dévoyés, nous devons être tous unis contre le FN.

Eric Manoury.

COMITE REGIONAL CGT AUVERGNE



Les 4 et 5 juin 2015, le Comité Régional CGT Auvergne organise sa conférence régionale. Echo-Flash interroge Rosa Da Costa, secrétaire du Comité Régional, sur les enjeux de ce rendez-vous.

Echo-Flash : *la Conférence Régionale des 4 et 5 juin prochain se tiendra dans un contexte particulier avec la réforme territoriale et le redécoupage des régions. Quelles en sont les conséquences ?*

Rosa Da Costa : *En effet, la réforme territoriale est maintenant effective. Parmi les effets de celle-ci, le redécoupage des régions qui fait que le 1^{er} janvier 2016 nous allons passer de 22 régions à 13. En ce qui nous concerne l'Auvergne et Rhône-Alpes fusionneront et ne constitueront plus qu'une grande région.*

De nombreuses conséquences sont à attendre telles que :

- ☞ *Fusion des 2 conseils régionaux en un seul, les services généraux « migreront » à Lyon ;*
- ☞ *Fusion des 2 CESER, sans que l'on sache dans quelles conditions et à quelle date ;*
- ☞ *Fusion et déménagement à Lyon des directions d'administration de l'Etat à dimension régionale : préfecture de région, DIRRECTE, ARS, Rectorat, affaires sociales, affaires culturelles ... ;*
- ☞ *Probable fusion et déménagement des organismes sociaux à dimension régionale, tels : CARSAT, Pôle-emploi, URSSAF ... ;*
- ☞ *Probable adaptation des directions de grandes entreprises, telles que SnCF, La Poste, les banques, les assurances ...*

On peut déjà craindre un départ massif de fonctionnaires vers la métropole Lyonnaise, sans doute futur chef-lieu de la grande Région. Les populations encore plus éloignées des lieux de décisions en seront les premières victimes, l'avenir des services publics de proximité est menacé. Le regroupement des intercommunalités (à terme le risque de disparition des départements, des communes), la réduction drastique des moyens accordés à l'ensemble des collectivités territoriales auront également des conséquences majeures sur la vie quotidienne des salariés, retraités, privés d'emploi.

La création des métropoles qui va drainer flux financiers et dotations fait courir le risque d'une désertification accélérée de certains territoires, avec l'aggravation des fractures sociales et des inégalités.

E.F. : *La Conférence Régionale ne devra-t-elle pas être imprégnée par l'impact de cette réforme en plus de l'activité interprofessionnelle CGT en Auvergne ?*

R.D.C. : *Toutes les évolutions et les transformations, quelles soient territoriales ou de compétences, auront des conséquences sur notre activité. Par ailleurs, les moyens dont dispose le CR, jusqu'à ce jour, sont percutés par la probable disparition des organismes, du fait de leur regroupement comme, par exemple, ceux qui ont trait à la formation professionnelle. La disparition du CESER Auvergne fera perdre les 3/4 des moyens financiers du CR. Autre incertitude : les dotations accordées aux comités régionaux pour l'activité en direction des salariés de l'artisanat.*

La Conférence Régionale devra nous permettre de :

- ☞ *Favoriser l'appropriation des évolutions et des enjeux de ces évolutions structurelles. Comment peser sur leur contenu pour en transformer les finalités ?*
- ☞ *Confronter les analyses et dégager une démarche syndicale partagée ;*
- ☞ *Construire des axes revendicatifs travaillés avec les professions, à partir des besoins des populations, en termes de transports, aménagement des territoires, santé, industrie, services publics...*
- ☞ *Réfléchir à quelle organisation, quel travail croisé entre les territoires et les professions pour être efficace syndicalement*

Avec cette réforme, les lieux de décision et leurs champs d'application se transforment en profondeur. Le risque est grand que la voix des salariés soit purement et simplement écartée.

Pour imposer une prise en compte de l'intérêt général, nous aurons besoin d'actions fortes et coordonnées.

En ce sens, cette Conférence Régionale tombe à pic pour préparer les contours de ce vaste chantier qui devra impliquer toute la Cgt.

Propos recueillis par Laurent Indrusiak.



Depuis plus de 30 ans, la Macif est partenaire des comités d'entreprise.

Notre longue expérience au sein de l'économie sociale nous a permis d'identifier vos besoins spécifiques et de développer une protection parfaitement adaptée.

La Macif est l'assureur privilégié des CE en France !

Vous voulez en savoir plus, rendez-vous en point d'accueil ou sur www.macif.fr

MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. SOCIÉTÉ D'ASSURANCE MUTUELLE À COÛTS VARIABLES. Entreprise régie par le Code des Assurances. Siège social : 2 et 4 rue de la République 79000 Niort.

